



Transition énergétique Pour un débat national accessible au plus grand nombre !

Le 29 novembre dernier, la conférence environnementale a lancé le débat sur la politique énergétique de la France. Le PCF, s'en réjouit et avec ses militants et ses élus, il compte y prendre toute sa part en avançant des propositions.

Dans le programme pour les présidentielles, l'Humain d'abord, le Front de gauche, dont fait partie le PCF, a proposé qu'un débat public sur la politique énergétique en France soit organisé.

Cependant, nous alertons sur le temps imparti pour le débat lancé par le gouvernement et les régions. Le PCF ne souhaite pas d'un débat tronqué, il faut se laisser le temps de mettre sur la table, d'une façon claire, les données, les questionnements, les objectifs et les scénarios et prendre le temps de les confronter. Ce débat doit être démocratique. Cela exige de donner à chacun les éléments nécessaires pour se forger son opinion et formuler des propositions. A peine six mois pour discuter et arrêter une politique énergétique qui engagera notre pays pour de longues années avec des choix très structurants pour les citoyens et l'industrie française ne nous paraît pas raisonnable. Nous pensons également que des rendez-vous citoyens réguliers doivent être aussi prévus dans l'avenir.

Aucun sujet ne doit être esquissé. Les questions des transports, de l'efficacité énergétique, de l'aménagement du territoire, du développement de notre industrie, des modes et rapports de production, de la croissance et d'un nouveau type de croissance en France, des enjeux environnementaux et climatiques, du service public, des financements associés, de la cohérence territoriale et de la maîtrise publique de l'énergie, etc. font partie du débat. Chacune d'elles méritent d'être comprise et prises en compte par les citoyens eux-mêmes. Ce débat doit être débarrassé des postures sectaires, partisans ou idéologiques, déconnectées des préoccupations de la vie des gens comme par exemple, pour ou contre les gaz de schiste, contre ou pour le nucléaire, pour ou contre les énergies renouvelables, ou se cantonner à la question de la production de l'électricité qui représente moins de la moitié de la consommation d'énergie primaire française.

La politique énergétique doit en tout premier lieu partir de la question des besoins humains dans la justice sociale. C'est donc ce premier chantier qui est à ouvrir en partant des éléments réels et connus avec l'objectif de vers quelle société de progrès humain, social et sociétal nous voulons aller. Les réponses à cette question devront donc être le fil rouge des orientations à retenir pour définir une politique énergétique ambitieuse. Si des innovations techniques, sociales et économiques sont indispensables pour répondre à tous les enjeux, cela ne pourra se faire que dans le cadre d'une vision partagée issue d'une large participation au débat et de la confrontation sereine des réponses apportées.

Le débat ne doit pas se limiter à l'analyse de scénarios, qui doivent être confrontés sans a priori. L'écoute et l'échange doivent primer sur le rapport de force, dans le

respect de chacun et chacune. Le PCF recommande vivement qu'une place particulière soit accordée au développement de la culture scientifique afin d'élever le niveau global des connaissances. Nous voulons qu'à nouveau notre pays se tourne vers un développement de l'industrie et dépasse la méfiance envers la science et la technologie.

S'il est illusoire de penser que chaque citoyen puisse partager toutes les connaissances scientifiques, techniques et économiques concernant ce vaste sujet, il est également illusoire de penser qu'un expert (ou collège d'experts) scientifique ou technique puisse connaître tout sur tout et décider à la place de tous : il est donc de la responsabilité du gouvernement de mettre en place des structures démocratiques permettant de croiser les connaissances d'experts, leur permettant de jouer collectif pour livrer une analyse simple synthétique et compréhensible de l'état des lieux des connaissances, des questions qui se posent, des choix possibles et de leurs conséquences.

Le PCF compte sur l'intelligence des hommes et des femmes de notre pays au regard de l'ensemble des arguments qui seront avancés afin de se forger leur opinion pour participer à la définition de la politique énergétique de la France.

Paris, le 20 décembre 2012